

**Politique étrangère - Etats-Unis -  
Corée du Nord - Commerce -  
Politique migratoire - Entretien de  
Mme Nathalie Loiseau, ministre  
chargée des affaires européennes  
avec "LCP"  
(Paris, 12 juin 2018)**

Q - C'est une rencontre historique qui a eu lieu cette nuit entre Donald Trump et Kim Jong-un, et un accord commun sur la dénucléarisation complète de la Corée du Nord. Quelle est votre réaction ?

R - C'est évidemment un pas significatif. Souvenons-nous de la situation il y a quelques mois avec des invectives, des menaces et une très forte inquiétude régionale et mondiale sur la situation en Corée du Nord. Cette rencontre est en soi un élément significatif. On ne sait encore rien du document qui a été signé, nous l'analyserons lorsqu'il sera rendu public. Ce que nous attendons tous, c'est le début d'une négociation sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne, c'est l'objectif. Je doute que tout ait été atteint en quelques heures, mais c'est un pas significatif.

Q - Est-ce cohérent cette dénucléarisation avec la Corée du Nord et de jeter à la poubelle l'accord sur le nucléaire iranien ?

R - Evidemment non, et vous connaissez la position de la France et de l'Union européenne qui est de rester dans l'accord avec l'Iran sur le nucléaire. Signer un document avec Kim Jong-Un qui est allé jusqu'à obtenir l'arme nucléaire, c'est quand même pratiquement récompenser quelqu'un qui a été à l'encontre de tous les traités internationaux. L'accord nucléaire iranien n'est pas parfait, il n'est pas complet, mais il a permis de limiter les inquiétudes que l'on pouvait avoir de la part de l'Iran, et cet accord est respecté par l'Iran. C'est pour cela que nous avons décidé de rester dans l'accord et de faire en sorte que l'Iran continue à le respecter.

Q - On reparle de Donald Trump puisqu'il était au G7 ce week-end au Canada. Il a finalement après son départ, décidé de retirer sa signature du communiqué final. Qu'en pensez-vous ?

R - Je pense que c'est un manque de cohérence. Pour nous, ce communiqué final a été longuement négocié, adopté par tous ; une signature, cela compte. De la même manière que sur l'accord nucléaire iranien il y avait la signature des Etats-Unis, quand on signe, on s'engage, et quand on s'engage, on s'y tient, en particulier quand on est la première puissance mondiale. Changer sur un coup de tête, sur un moment d'agacement, c'est totalement injustifié. Il y a des engagements importants et sérieux sur le commerce mondial et la manière de le rendre juste et équitable, sur les questions liées à l'égalité femmes-hommes, sur des questions liées à l'environnement. Il faut évidemment que l'on continue à travailler et nous

continuerons à discuter avec l'administration Trump et avec Donald Trump.

Q - La confiance serait-elle rompue avec les Etats-Unis ?

R - Ce n'est pas cela. Il faut faire comprendre à Donald Trump que l'on a tous intérêt au multilatéralisme, parce que c'est le contraire de la loi de la jungle, c'est la manière d'organiser la vie entre les Etats, et les Etats-Unis y ont intérêt autant que nous.

Q - L'Europe se montre-t-elle assez forte face aux Etats-Unis, il y a ces droits de douane augmentés de 20 à 25% sur l'acier et l'aluminium, en face, les représailles sont-elles assez fortes ? N'est-ce pas anecdotique de voir cela sur les Harley Davidson, le bourbon ou les jeans Lewis ?

R - Tout d'abord, la réaction de l'Europe est unie et c'est extrêmement important. Ce n'est peut-être pas ce à quoi s'attendait le président Trump, mais l'Union européenne est parfaitement unie ; nous sommes tous d'accord pour considérer que les mesures qu'il a prises sont illégales. Nous avons saisi l'OMC et nous avons fait un recours pour prendre des contre-mesures. L'idée n'est pas l'escalade, ce n'est pas faire plus, faire encore plus mal et entrer dans une guerre commerciale dont on sait qu'elle ne ferait que des perdants. L'idée, c'est une réponse unie, forte et proportionnée qui frappe des produits entièrement fabriqués aux Etats-Unis. C'était notre souci et c'est bien le cas.

Q - Donc l'Europe ne se couche pas face à Donald Trump ?

R - Je dirai que l'Europe n'a jamais été aussi unie dans son diagnostic comme dans sa réaction.

Q - Alors que Donald Trump pourrait taxer les voitures importées d'Europe, ne faut-il pas une réponse plus forte encore ?

R - Il faut le convaincre que, dans ce genre de mesures, il n'y a que des perdants. Il y aurait notamment des perdants dans les emplois américains. C'est d'ailleurs ce que commencent à dire un certain nombre d'élus de sa majorité aux Etats-Unis qui s'inquiètent de ces mesures unilatérales.

Q - Matteo Salvini a tweeté hier "Victoire" après que l'Espagne a dit vouloir accueillir le navire de migrants Aquarius. Que pensez-vous de cette réaction ?

R - On ne peut pas considérer que l'on a gagné parce que l'on a refusé de traiter une crise humanitaire. Ce dont on parle, c'est d'une crise humanitaire, c'est plus de 600 personnes sur un bateau, en mauvais état sanitaire, certains sont malades, il y a des femmes enceintes, il y a des petits enfants, des mineurs isolés. Ce sujet doit être traité comme un cas humanitaire, en suivant les règles du droit international, c'est-à-dire, en ouvrant le premier port sûr à proximité du bateau, et donc en Italie.

Q - Cela veut-il dire que l'Italie a failli à ses responsabilités ? Y a-t-il non-assistance à personne en danger ?

R - Il y a un geste, celui de l'Espagne que je salue, parce que l'Europe, c'est cela aussi. C'est une réaction humanitaire et solidaire, et on a trouvé l'Europe face à cette situation très inhabituelle. Je salue le geste de l'Espagne mais je m'inquiète parce que, on l'a entendu, la mer n'est pas bonne en ce moment en Méditerranée. Transborder comme il est sans doute prévu des passagers en mauvaise santé sur d'autres bateaux pour les amener jusqu'en Espagne, cela paraît périlleux. Franchement, la solution la plus simple, la plus sûre, ce serait quand même qu'ils débarquent dans un port italien. Cela ne veut pas dire que l'Italie doit rester seule face aux afflux de migrants. On n'a sans doute pas fait assez, il faut sans doute beaucoup plus de présence européenne dans les ports italiens, pour venir en appui aux autorités italiennes.

Q - Quelle est la réponse officielle du gouvernement français ? On a vu aucune réaction, ni de l'Elysée, ni de Matignon. Pouvez-vous nous donner cette réponse du gouvernement français ?

R - Je m'exprime devant vous ce matin. Nous n'avons pas été saisis d'une demande de la part de l'ONG SOS Méditerranée pour une raison simple, c'est que, pour se rendre jusqu'en France, c'est aussi plusieurs jours de mer, dans une mer qui n'est pas bonne, avec des passagers qui ne sont pas en bonne santé.

Q - Mais la France aurait accepté, si on lui avait demandé, d'accueillir le navire Aquarius ?

R - Je ne peux pas me prononcer à la place du président de la République mais, je l'ai dit, on est dans un cas humanitaire et, à partir de là, on regarde les choses avec humanité d'abord et avec la plus grande efficacité possible. Ce qu'il faut, c'est protéger ces vies qui sont en danger.

Q - Le président de l'Assemblée corse dit qu'il aurait été prêt à ouvrir un port en Corse.

R - Là aussi, à plusieurs jours de mer. Donc on y revient, on n'est pas là pour faire la compétition des belles âmes. On est là pour essayer d'être le plus efficace possible parce que ces gens sont en danger, en mauvaise santé. On a entendu des reportages sur l'état des personnes qui, manifestement, ont beaucoup souffert, sans doute en traversant la Libye, certainement depuis qu'ils ont pris le bateau. L'urgence, c'est de les soigner et de leur venir en aide.

(Propos d'Eric Ciotti)

Q - Est-ce la faiblesse de l'Europe sur la question migratoire qui nous amène à cette affaire Aquarius ?

R - C'est facile d'être dans l'opposition et de dire " y a qu'à, faut qu'on ". L'Europe est en train de s'organiser mieux. Elle a certainement pris du retard. C'est vrai qu'il faut traiter le problème dans les pays d'origine des migrants. Si je comprends bien, et je le dis avec prudence parce que l'on sait encore peu de choses sur les passagers de l'Aquarius, la plupart sont des sub-sahariens, manifestement des migrants économiques, davantage que des demandeurs d'asile venant d'une zone en guerre. Nous devons accroître notre aide au développement, mieux la coordonner. L'Europe est le premier bailleur de fonds de l'Afrique, mais aujourd'hui ce que l'on constate en Afrique c'est de la croissance et pas de développement. Il faut aller vers beaucoup plus d'aide à la formation, d'aide à l'éducation, d'aide à la santé. Faire en sorte que ces jeunes - parce que la plupart des migrants sont jeunes, sont courageux - qui ont envie de réussir, puissent le faire dans leur pays d'origine.

Q - Ce sont des migrants économiques. Ils n'ont donc pas vocation à rester sur le sol européen.

R - Je vais vous répondre avec beaucoup de prudence : je ne le sais pas. Il faut évidemment examiner leur situation individuellement, au cas par cas, comme on le fait toujours en respectant le droit d'asile. Mais vraisemblablement, beaucoup sont des migrants économiques. Il faut que l'on travaille beaucoup plus efficacement à aider le continent africain à être un partenaire en croissance et à ne plus se résigner à voir partir les plus jeunes.

Et puis il faut évidemment poursuivre le travail que nous avons entamé, qu'Emmanuel Macron a commencé avec beaucoup de courage, parce que c'est un travail long et compliqué, de stabilisation de la Libye. On le sait, ces candidats à la migration vivent en Libye des heures extrêmement sombres, ils sont souvent maltraités.

On ne pourra imposer un retour aux droits de l'Homme en Libye tant qu'il n'y aura pas d'Etat en Libye. C'est pour cela qu'il y a quelques jours le président de la République a réuni les parties libyennes à Paris pour essayer d'aller vers une normalisation de la situation.

Q - Mais on voit bien qu'avec cette... ?

R - C'est évidemment une action européenne qui peut être efficace et pas seulement une action nationale. Nous allons aussi parler avec les autorités italiennes. C'est évidemment indispensable. Emmanuel Macron a invité le président du Conseil italien, Giuseppe Conte, à venir vendredi à Paris.

Q - Vont-ils parler de cette question ?

R - C'est aussi pour ça qu'il ne faut pas se précipiter sur les micros. La diplomatie, le travail entre partenaires européens, c'est se parler les yeux dans les yeux, se dire les choses, pas forcément les faire devant une caméra pour faire des effets de manche.

Q - Le processus de Dublin est-il mort et enterré avec cette attitude italienne ? Et est-ce qu'il faudrait des quotas obligatoires pour que les différents pays d'Europe prennent leurs parts pour

accueillir les migrants?

R - La France de son côté a pris sa part de ce qu'on a appelé les relocalisations. Nous avons pris toute notre part, nous avons rempli nos obligations telles qu'elles avaient été arrêtées en 2015, en prenant des demandeurs d'asile venant de Grèce, venant d'Italie. Vous savez, l'année dernière, la France a atteint un nombre record de demandeurs d'asile, 100000 demandeurs d'asile, donc on ne peut pas dire que la France n'a pas pris sa part. Certains pays en Europe refusent les relocalisations, refusent les quotas. Il faut qu'on trouve une solution qui à la fois ne dispense pas les pays par lesquels les demandeurs d'asile entrent par leur responsabilité puisqu'ensuite nous sommes un espace de libre circulation. Il faut bien que les demandeurs d'asile soient enregistrés dès leur arrivée dans l'espace européen mais il faut davantage de solidarité, plus de présence européenne dès l'arrivée pour pouvoir examiner la situation des demandeurs d'asile, plus de soutien financier aux collectivités, aux municipalités qui accueillent les migrants. Nous l'avons proposé à l'Union européenne.

Q - On voit bien que ces pays d'accueil ne peuvent plus faire face, que ce soit l'Italie ou la Grèce, sommes-nous face à un phénomène de submersion comme l'avait dit Gérard Colomb ?

R - L'année dernière, il y a eu un ralentissement du nombre d'arrivées, il faut que l'on poursuive encore le contrôle de nos frontières extérieures, il faut que l'on poursuive encore le travail avec les pays d'origine des migrations. Il faut évidemment travailler à un règlement politique en Syrie, puisque ce qui s'est passé en 2015, ce fut l'arrivée massive de réfugiés syriens, il faut tout faire pour que le règlement politique permette à ces réfugiés de participer à l'avenir de leur pays. Tout cela ne se fait pas en un jour, ce n'est pas simple et il n'y a pas de baguette magique. Nous sommes, nous le gouvernement français, très engagés et c'est évidemment une action qui ne peut se faire globalement qu'au niveau européen. L'Europe y travaille, c'est difficile, elle est divisée, il y a des pays qui n'ont pas fait preuve de solidarité, nous ne sommes pas d'accord avec ce pays-là et nous allons essayer de trouver une solution. Le Conseil européen de juin va encore y travailler.

Q - De ce point de vue, le bilan d'Emmanuel Macron en Europe n'est pas bon, êtes-vous inquiète pour les élections européennes qui auront lieu l'année Prochaine ?

R - Je ne suis pas d'accord avec vous, tout ce qui est discuté en ce moment en Europe est du fait d'Emmanuel Macron. Les propositions qu'il a faites depuis l'année dernière sont devenues l'agenda de la discussion des dirigeants européens, son bilan sur l'Europe, c'est la réforme du régime des travailleurs détachés. Tout le monde nous avait dit que c'était impossible et qu'on n'y arriverait pas, nous y sommes arrivés.

Q - Est-ce la seule réforme sur l'ensemble du projet européen d'Emmanuel Macron ?

R - Ce n'est pas la seule réforme. Les universités européennes, cela commence en septembre de cette année. L'innovation et le financement par l'Union européenne de grand projet d'innovation, nous sommes également d'accord pour le faire, l'Europe de la défense c'est en cours. Il y a énormément de choses qui avancent et on avancera à la fin du mois de juin au Conseil européen sur la réforme de la zone euro.

C'est la France qui fixe la partition de la discussion européenne, mais l'Europe, ce n'est pas la France en plus grand ; nous discutons à 28, nous avançons et je suis confiante dans le fait que nos partenaires européens aient pris conscience de l'urgence de réformer l'Europe. Ce qui se passe en Italie, ce qui se passe en mer Méditerranée, c'est un signal de plus. L'Europe doit aller plus vite et plus fort./.